

No. 35585

**France
and
Niger**

Convention between the Government of the French Republic and the Government of the Republic of Niger on the movement and sojourn of persons (with exchange of notes). Bamako, 24 June 1994

Entry into force: *1 October 1997 by notification, in accordance with article 14*

Authentic text: *French*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 4 March 1999*

**France
et
Niger**

Convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Niger relative à la circulation et au séjour des personnes (avec échange de notes). Bamako, 24 juin 1994

Entrée en vigueur : *1er octobre 1997 par notification, conformément à l'article 14*

Texte authentique : *français*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 4 mars 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

CONVENTION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE, DU NI-
GER RELATIVE A LA CIRCULATION ET AU SÉJOUR DES PERSON-
NES

Le Gouvernement de la République française et

Le Gouvernement de la République du Niger,

Désireux de fixer, dans l'intérêt commun, les règles de circulation des personnes entre les deux Etats sur le fondement de la réciprocité, de l'égalité et du respect mutuel,

Désireux de permettre aux ressortissants nigériens de bénéficier dans l'ensemble du territoire des Etats Parties à l'Accord de Schengen du régime commun de circulation résultant de la mise en œuvre de cet accord multilatéral,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1

Les ressortissants français désireux de se rendre sur le territoire nigérien, et les ressortissants nigériens désireux de se rendre sur le territoire français doivent être en possession d'un passeport en cours de validité revêtu du visa requis par la législation de l'Etat d'accueil ainsi que des certificats internationaux de vaccination exigés par cet Etat.

Article 2

Pour un séjour n'excédant pas trois mois, les ressortissants français à l'entrée sur le territoire nigérien, et les ressortissants nigériens à l'entrée sur le territoire français doivent présenter les documents justifiant de l'objet et des conditions du séjour envisagé et disposer de moyens suffisants, tant pour leur subsistance pendant la durée du séjour envisagé que pour garantir leur retour dans le pays de provenance ou le transit vers un Etat tiers dans lequel leur admission est garantie.

Article 3

Sont dispensés de présenter les documents prévus à l'article 2

Les membres des missions diplomatiques et des postes consulaires et les membres de leur famille à charge, venant pour prendre leurs fonctions dans l'autre Etat;

Les membres du Gouvernement et les membres des assemblées parlementaires des Etats contractants ;

Les fonctionnaires, officiers et agents des services publics de l'autre Etat lorsqu'ils sont porteurs d'un ordre de mission de leur Gouvernement ou fonctionnaires d'une organisation intergouvernementale munis d'un ordre de mission délivré par cette organisation ;

Les membres des équipages des navires et des aéronefs effectuant des déplacements de service sous le couvert des documents prévus par les conventions internationales pertinentes.

Article 4

Pour un séjour de plus de trois mois, les ressortissants français à l'entrée sur le territoire nigérien, et les ressortissants nigériens à l'entrée sur le territoire français doivent être munis d'un visa de long séjour et des justificatifs prévus aux Articles 5 à 9 ci-après, en fonction de la nature de leur installation.

Article 5

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux d'exercer sur le territoire de l'autre Etat une activité professionnelle salariée doivent en outre, pour être admis sur le territoire de cet Etat, justifier de la possession :

1) D'un certificat de contrôle médical établi dans les deux mois précédant le départ et délivré :

En ce qui concerne l'entrée en France, par le consulat de France compétent, après un examen subi sur le territoire nigérien devant un médecin agréé par le consulat en accord avec les autorités nigériennes;

En ce qui concerne l'entrée au Niger, par l'Ambassade du Niger, après un examen subi sur le territoire français devant un médecin agréé par l'Ambassade en accord avec les autorités françaises;

2) D'un contrat de travail visé par le ministère du travail dans les conditions prévues par la législation de l'Etat d'accueil.

Article 6

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux d'exercer sur le territoire de l'autre Etat une activité professionnelle industrielle, commerciale ou artisanale

doivent être munis du visa de long séjour prévu à l'article 4 après avoir été autorisés à exercer cette activité par les autorités compétentes de l'Etat d'accueil.

Article 7

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux de s'établir sur le territoire de l'autre Etat sans y exercer une activité lucrative doivent, outre le visa de long séjour prévu à l'article 4, justifier de la possession de moyens d'existence suffisants.

Article 8

Les membres de famille d'un ressortissant de l'un des Etats contractants régulièrement établis sur le territoire de l'autre Etat peuvent être autorisés à le rejoindre dans le cadre de la législation en vigueur dans l'Etat d'accueil en matière de regroupement familial.

Ils reçoivent un titre de séjour de même nature que celui de ce ressortissant dans le cadre de la législation de l'Etat d'accueil.

Article 9

Les ressortissants de chacun des Etats contractants désireux de poursuivre des études supérieures ou d'effectuer un stage de formation de niveau supérieur sur le territoire de l'autre Etat doivent, outre le visa de long séjour prévu à l'article 4, justifier d'une inscription ou d'une préinscription dans l'établissement d'enseignement choisi, ou d'une attestation d'accueil de l'établissement où s'effectue le stage, ainsi que, dans tous les cas, des moyens d'existence suffisants.

Les intéressés reçoivent un titre de séjour temporaire portant la mention "étudiant". Ce titre de séjour est renouvelé annuellement sur justification de la poursuite effective des études ou du stage et de la possession des moyens d'existence suffisants.

Article 10

Pour tout séjour sur le territoire français devant excéder trois mois, les ressortissants nigériens doivent posséder un titre de séjour.

Pour tout séjour sur le territoire nigérien devant excéder trois mois, les ressortissants français doivent posséder un titre de séjour.

Après trois années de résidence régulière et non interrompue, les nationaux de chacun des Etats contractants établis sur le territoire de l'autre Etat peuvent obtenir un titre de séjour de dix ans dans les conditions prévues par la législation de l'Etat de résidence. Ce titre de séjour est renouvelable de plein droit dans les conditions prévues par la législation de l'Etat de résidence.

Ces titres de séjour sont délivrés conformément à la législation de l'Etat d'accueil. Les droits et taxes exigibles lors de leur délivrance ou de leur renouvellement doivent être fixés selon un taux raisonnable.

Article 11

Les stipulations du présent accord ne portent pas atteinte au droit des Etats contractants de prendre les mesures nécessaires au maintien de l'ordre public et à la protection de la santé et de la sécurité publiques.

Article 12

Les dispositions du présent accord ne font pas obstacle à l'application de la législation respective des deux Etats sur l'entrée et le séjour des étrangers sur tous les points non traités par l'accord.

Article 13

En cas de difficulté d'application ou d'interprétation, les deux Gouvernements chercheront un règlement amiable par la voie diplomatique et pourront, en tant que de besoin, réunir une commission ad hoc, à la demande de l'une ou l'autre Partie.

Article 14

La présente Convention abroge et remplace la Convention franco-nigérienne signée le 19 février 1977 sur la circulation des personnes.

Elle est conclue pour une période de cinq ans à compter de son entrée en vigueur et renouvelable annuellement par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des Parties contractantes.

La dénonciation devra être notifiée par la voie diplomatique six mois avant l'expiration de chaque période.

Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures internes requises, en ce qui la concerne, pour la mise en vigueur de la présente convention, qui prendra effet le premier jour du deuxième mois suivant la réception de la dernière notification.

Fait en double exemplaire à Niamey le 24 Juin 1994.

Pour le Gouvernement de la République Française:

MICHEL ROUSSIN
Ministre de la Coopération

Pour le Gouvernement de la République du Niger:

ABDOURAHAMANE HAMA
Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération

I
RÉPUBLIQUE FRANCAISE

AMBASSADE DE FRANCE AU NIGER

Niamey, le 24 juin 1994

Monsieur le Ministre,

Au cours des négociations qui ont abouti ce jour à la signature de la Convention franco-nigérienne relative à la circulation et au séjour des personnes, il a paru utile de préciser la notion de garantie de rapatriement prévue par l'article 2 pour les séjours de moins de trois mois et de prévoir des assouplissements pour les évacuations sanitaires d'urgence.

Sur le premier point, j'ai l'honneur de vous indiquer que le ressortissant d'un Etat contractant se rendant dans l'autre Etat doit présenter un billet aller-retour, nominatif, incessible et non négociable, d'une validité couvrant la durée du séjour autorisée, ou un certificat établi par une agence de voyage indiquant que le prix du billet de retour a été payé.

S'agissant des malades évacués sanitaires, ceux-ci pourront produire, dans les cas d'urgence, à défaut de la justification de versement au Trésor français d'une caution représentant le montant des frais d'hospitalisation et, s'il y a lieu, d'intervention chirurgicale, une attestation de prise en charge de ces frais délivrée par un organisme public du pays d'origine sous réserve que l'établissement hospitalier ait au préalable donné son accord pour l'admission du malade concerné. Des que ces conditions sont remplies, le Consulat de France délivre le visa avec diligence.

La présente note et votre réponse constitueront sur ces points l'accord de nos deux Gouvernements, accord qui entrera en vigueur à la même date que la Convention dont il fait partie intégrante.

MICHEL ROUSSIN
Ministre de la Coopération

II

RÉPUBLIQUE DU NIGER

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE LA COOPÉRATION

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES ET CONSULAIRES

Niamey, le 26 juin 1994.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre dont la teneur suit

[Voir note I]

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur ces dispositions. En conséquence, ladite lettre avec la présente réponse constituent un Accord entre le Gouvernement du Niger et le Gouvernement Français, qui entre en vigueur à la même date que la Convention.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

ABDOURAHAMANE HAMA

Son Excellence Monsieur Michel Roussin
Ministre de la Coopération

[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF THE NIGER ON THE MOVEMENT AND STAY OF PERSONS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of the Niger,

Desiring to establish, in the common interest, rules on the movement of persons between the two States on the basis of reciprocity, equality and mutual respect,

Desiring to enable nationals of the Niger to benefit, throughout the territory of the States parties to the Schengen Agreement, from the common regulations on movement resulting from the implementation of that multilateral agreement,

Have agreed as follows:

Article 1

French nationals wishing to enter the territory of the Niger and nationals of the Niger wishing to enter French territory must be in possession of a valid passport bearing the visa stipulated in the laws of the receiving State and the international vaccination certificates required by that State.

Article 2

For a stay not exceeding three months, French nationals, upon entering the territory of the Niger, and nationals of the Niger, upon entering French territory, must present documents confirming the purpose and conditions of the proposed stay and must have sufficient means both for their subsistence during the proposed stay and to guarantee their return to the country of origin or travel to a third State to which their admission is guaranteed.

Article 3

The following persons shall not be required to present the documents referred to in article 2:

Members of diplomatic missions and consulates arriving to take up their posts in the other State, and their dependants;

Members of the Government and members of the parliamentary assemblies of the Contracting States;

Officials, officers and employees of the public services of the other State when they have a mission order from their Government, and officials of intergovernmental organizations who have a mission order issued by their organization;

Members of the crews of ships and aircraft on official travel under cover of the documents stipulated in the relevant international conventions.

Article 4

For a stay of more than three months, French nationals, upon entering the territory of the Niger, and nationals of the Niger, upon entering French territory, must be in possession of a long-stay visa and, depending on the nature of their stay, of the supporting documentation referred to in articles 5 to 9 below.

Article 5

Nationals of either Contracting State wishing to take up paid employment in the territory of the other State must also, in order to be admitted to the territory of that State, prove that they are in possession of:

1. A medical certificate drawn up during the two months prior to departure and issued:

With respect to entry into France, by the competent French consulate, after an examination performed in the territory of the Niger by a physician approved by the consulate in agreement with the authorities of the Niger;

With respect to entry into the Niger, by the Embassy of the Niger, after an examination performed in French territory by a physician approved by the Embassy in agreement with the French authorities.

2. A contract of employment stamped by the Ministry of Labour under the conditions stipulated in the laws of the receiving State.

Article 6

Nationals of either Contracting State wishing to engage, in the territory of the other State, in manufacturing, commerce or a craft must, in addition to holding the long-stay visa referred to in article 4, have been authorized to engage in such activity by the competent authorities of the receiving State.

Article 7

Nationals of either Contracting State wishing to establish themselves in the territory of the other State without engaging in gainful employment must, in addition to holding the long-stay visa referred to in article 4, prove that they have sufficient means of support.

Article 8

Members of the family of a national of one of the Contracting States who are legally established in the territory of the other State may be authorized to join the latter in accordance with the laws in force in the receiving State regarding family reunification.

They shall receive a residence permit of the same type as that of the national concerned, in accordance with the laws of the receiving State.

Article 9

Nationals of either Contracting State wishing to pursue higher education or to attend an advanced training course in the territory of the other State must, in addition to holding the long-stay visa referred to in article 4, prove that they have registered or preregistered with the chosen educational establishment or that they are in possession of a certificate of acceptance from the establishment at which the training will take place, and also, in every case, that they have sufficient means of support.

The persons concerned shall receive a temporary residence permit marked "student". This residence permit shall be renewed annually subject to proof that the education or training is being effectively pursued and that the persons have sufficient means of support.

Article 10

For any stay in French territory which is to exceed three months, nationals of the Niger must be in possession of a residence permit.

For any stay in the territory of the Niger which is to exceed three months, French nationals must be in possession of a residence permit.

After three years of uninterrupted legal residence, nationals of either Contracting State established in the territory of the other State may obtain a 10-year residence permit under the conditions stipulated in the laws of the State of residence.

Such residence permit shall be automatically renewable under the conditions stipulated in the laws of the State of residence.

Such residence permits shall be issued in accordance with the laws of the receiving State. The fees and charges payable upon their issuance or renewal shall be set at a reasonable level.

Article 11

The provisions of this Agreement shall not affect the right of the Contracting States to take the necessary measures to maintain public order and to protect public health and safety.

Article 12

The provisions of this Agreement shall not affect the application of the respective laws of the two States on the entry and stay of foreigners with respect to any point not covered by the Agreement.

Article 13

In case of difficulty in applying or interpreting this Agreement, the two Governments shall seek an amicable settlement through the diplomatic channel and may, if necessary, convene an ad hoc commission at the request of either Party.

Article 14

This Agreement rescinds and supersedes the Agreement between France and the Niger on the movement of persons, signed on 19 February 1977.

It is concluded for a period of five years from the date of its entry into force and shall thereafter be renewable annually by tacit agreement unless denounced by one of the Contracting Parties.

Notice of denunciation shall be given through the diplomatic channel six months prior to the expiration of each period.

Each Party shall notify the other of the completion of the internal procedures required in that State for the entry into force of this Agreement, which shall take effect on the first day of the second month after the date of receipt of the second such notification.

Done at Niamey in duplicate on 24 June 1994.

For the Government of the French Republic:

MICHEL ROUSSIN
Minister for Cooperation

For the Government of the Republic of the Niger:

ABDOURAHAMANE HAMA
Minister for Foreign Affairs and Cooperation

I
FRENCH REPUBLIC

EMBASSY OF FRANCE IN THE NIGER

Niamey, 24 June 1994

Sir,

During the negotiations that culminated today in the signing of the Agreement between France and the Niger on the movement and stay of persons, it was deemed helpful to specify the nature of the guarantee of repatriation referred to in article 2 for stays of less than three months and to provide for flexibility in the case of emergency medical evacuations.

On the first point, I have the honour to inform you that a national of a Contracting State entering the other State must present a non-transferable, non-negotiable round-trip ticket in his or her name valid for the duration of the stay authorized, or a certificate drawn up by a travel agency indicating that the price of a return ticket has been paid.

With regard to sick persons evacuated for medical reasons, they may, in case of emergency and if they do not have confirmation of payment to the French Treasury of a deposit representing the costs of hospitalization and of any necessary surgical procedure, produce a certificate of coverage of these costs issued by a government agency of the country of origin, provided that the hospital has previously given its consent to admit the patient concerned. As soon as these requirements have been met, the French Consulate shall expedite the issuance of the visa.

This note and your reply shall constitute an agreement on these points between our two Governments, which shall enter into force on the same date as the Agreement of which it is an integral part.

MICHEL ROUSSIN
Minister for Cooperation

II
REPUBLIC OF THE NIGER
MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS AND COOPERATION
DEPARTMENT OF LEGAL AND CONSULAR AFFAIRS

Niamey, 24 June 1994

Sir,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter, which reads as follows:

[See note I]

I have the honour to confirm that my Government agrees to these provisions.

Accordingly, the above-mentioned letter, together with this reply, shall constitute an agreement between the Government of the Niger and the Government of France, which shall enter into force on the same date as the Agreement.

Accept, Sir, etc.

ABDOURAHAMANE HAMA
Minister for Foreign Affairs and Cooperation

His Excellency Mr. Michel Roussin
Minister for Cooperation

